

Le fait est que la compétitivité économique du Canada dépend en grande partie de vous. Votre secteur - qui crée plus des deux tiers des emplois au pays - constitue une source de richesse nationale. Les services que vous fournissez sont essentiels à la réussite du secteur de la fabrication, et votre compétitivité est un élément vital de la prospérité future du Canada. Il n'est donc pas surprenant que la réponse que nous avons fournie au chapitre de la prospérité soit axée sur vos préoccupations. C'est aussi ce qui explique pourquoi votre secteur est l'un des dix secteurs jugés prioritaires pour ce qui est du développement des exportations.

Nous avons négocié des accords ayant pour effet d'élargir l'accès des entreprises canadiennes aux marchés étrangers. Nous continuons également de réclamer - dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT - un accès toujours plus grand à ces marchés. Nous avons déjà amélioré l'accès des services canadiens aux marchés étrangers en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE), et nous avons élargi cet accès grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), également signé par le Mexique.

L'ALENA donne lieu à d'innombrables occasions d'affaires et d'investissement. Accès Amérique du Nord - nouveau programme de quatre ans doté d'un budget de 27 millions de dollars - aidera les entreprises canadiennes à percer sur le marché nord-américain. Il comprend les quatre volets suivants :

- mise en oeuvre du programme Nouveaux exportateurs vers le Mexique (NEWMEX);
- établissement d'un Centre de services aux entreprises canadiennes à Mexico;
- exécution d'un vaste programme de foires et de missions commerciales;
- réalisation de projets axés sur les renseignements commerciaux et la formation des exportateurs.

Un meilleur accès aux marchés étrangers ne donne pas automatiquement lieu à des ventes, mais il crée des possibilités commerciales. Pour que ces possibilités se concrétisent, il est nécessaire qu'un plus grand nombre de Canadiens acquièrent des connaissances et des compétences relatives au commerce mondial. Nous pouvons les aider à acquérir ces connaissances et ces compétences, et c'est précisément ce que nous faisons, en collaboration avec le secteur privé. Nous avons en effet uni nos efforts à ceux de la Chambre de commerce, de la Fédération canadienne du travail et de l'Association des exportateurs canadiens afin de mettre sur pied la Tribune d'étude de la formation en matière de commerce international (TEFCI). Les personnes qui bénéficieront de la formation offerte seront en mesure de profiter des occasions que nous mettons à leur